Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

58 | 2019

Histoire et archéologie : que faire du XIX^e siècle ?

Introduction

Manuel Charpy et Stéphanie Sauget

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/6318>

DOI : 10.4000/rh19.6318

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2019

Pagination : 7-20

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Manuel Charpy et Stéphanie Sauget, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 58 | 2019, mis en ligne le 01 août 2019, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6318> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6318>

Tous droits réservés

MANUEL CHARPY ET STÉPHANIE SAUGET

Introduction

Dans le parc parisien des Buttes-Chaumont, construit entre 1864 et 1867 sur et à partir de remblais divers, il suffit de fortes pluies ou d'un passage intensif de badauds pour que surgissent des buttes artificielles des tessons de pots de moutardes, de pots d'encre, de bols et d'assiettes en chinoiserie, de bouteilles de vin, de soldats d'étains, de pièces de monnaie, de médailles... datant pour l'essentiel des années 1840-1860. Ailleurs, l'arrachage d'un arbre en zone rurale peut faire surgir traces de chemin, de bassins, des meules brisées ou des outils et des morceaux de machines agricoles. Le XIX^e siècle est peu profond. Mais si ces traces laissent en général indifférent, c'est aussi que les monuments du XIX^e siècle, possibles documents archéologiques, sont partout et, partant, trop familiers : immeubles d'habitations et de bureaux, mairies, marchés et églises, cimetières mais aussi objets, des machines aux bibelots, présents aux devantures des antiquaires et brocanteurs, trônant dans les salons ou relégués dans les greniers et les caves.

Cette omniprésence et cette familiarité font sans doute barrage à l'idée même d'une archéologie du XIX^e siècle. Dans le même temps, la saturation des écrits, imprimés comme archives, n'invite pas à collecter, scruter et interroger quelques bribes matérielles éparses.

C'est aussi que dans l'imaginaire collectif – et dans celui des archéologues comme des historiennes et des historiens –, l'archéologie est affaire de découverte de traces matérielles enfouies ou non. Qui plus est, ces traces doivent être nimbées de la « nuit des temps » qui donne un parfum d'aventure et un dépaysement que ne semblent pas offrir les restes du XIX^e siècle.

Rien de surprenant dès lors qu'à de rares exceptions près, l'archéologie du XIX^e siècle ne soit pas menée par des tenants de la discipline archéologique pour qui ces objets ne sont que de surface, ni par des tenants de la discipline historique pour qui l'archéologie n'est bien souvent vue que comme un art de la fouille et de la description, mais par des architectes, appuyés sur leur culture du « relevé de l'existant », parfois par des conservatrices et des conservateurs attachés aux objets, des anthropologues cherchant des documents sur des terrains spécifiques...

C'est aussi que pour le XIX^e siècle, et en particulier pour le bâti, les documents du XIX^e siècle sont encore en usage. Les bâtiments sont restaurés, reconstruits, remaniés, mis à jour, équipés à neuf, effaçant ainsi petit à petit les usages de l'espace, et rendant par là même en grande partie impossible un travail archéologique. Les cas comme ceux de la maison Mantin à Moulins, donnée par son propriétaire à la mairie pour « témoigner du mode de vie d'un bourgeois de la fin du XIX^e siècle », et qui par une suite d'accidents et de négligences est restée inchangée jusqu'à sa restauration et sa réouverture en 2010, sont rarissimes¹. Autre cas tout aussi rare, cet appartement parisien d'une grande bourgeoise ouvert sur demande quelques jours par an et qui a conservé objets et dispositifs intacts². Mais ces cas sont exceptionnels : pour l'essentiel, les monuments du XIX^e siècle appartiennent encore à notre présent.

Il en va de même des objets du XIX^e siècle. Notre imaginaire collectif considère volontiers comme archéologique ce qui est monumental, qui dure – objets de pierre, de céramique, parfois de métal – et qui peut vivre enfoui. Pourtant, les objets sont là aussi partout, des remises de ferme aux videgreniers, en particulier là où la pression foncière et immobilière est la plus faible, ils sont bien souvent décontextualisés et remis au goût du jour, travail incessant des antiquaires qui, pour le même résultat, patinent ou restaurent. Mouvements complexes au vrai : chaque jour un monde immense d'objets disparaît de l'horizon archéologique, soit que les objets trop fatigués soient jetés ou recyclés – c'est notamment le cas du métal –, soit qu'ils soient au contraire valorisés par le goût du *vintage* au point d'être restaurés de fonds en comble par des marchands ou des amateurs. Dans les deux cas, les traces des usages disparaissent. Quant aux musées, ils ne s'intéressent que peu à l'ordinaire du XIX^e siècle et rejettent volontiers les objets abîmés par l'usage, à l'exception du musée des ATP-Mucem ou des musées locaux – ce n'est pas un hasard si Thierry Bonnot travaille ici à partir de collections privées et d'un éco-musée – un musée d'histoire locale.

L'ACTE ARCHÉOLOGIQUE : L'OUBLI DU CONTEMPORAIN OU SA REDÉCOUVERTE ?

Comme l'a rappelé avec force Tim Ingold, l'acte archéologique n'a rien de neutre ni d'objectif et est toujours une intention faite geste, dès lors, il y a ce que l'archéologue jette et ce que l'archéologue conserve³. Or, à ce tamis

1. Texte du legs de la maison Mantin à la municipalité de Moulins dans l'Allier en 1905.

2. Appartement situé dans le IX^e arrondissement de Paris ; ouvert uniquement sur rendez-vous privé.

3. Tim Ingold, *Faire - Anthropologie, Archéologie, Art et Architecture*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2017 (Londres, Routledge, 2013).

aussi bien concret que conceptuel, le XIX^e siècle est rarement conservé. En interrogeant les archéologues sur leurs usages du XIX^e siècle, une récurrence apparaît : les objets du XIX^e siècle, très souvent croisés dans les fouilles, ne servent qu'à dater les couches, à comprendre si justement le siècle des grands travaux a fouillé le sol et a brouillé ou non la stratigraphie. Ces objets ayant rempli leur office de marqueurs temporels, ils sont abandonnés presque toujours sans aucune forme de description. Un jeune archéologue médiéviste se souvient ainsi d'un pot de moutarde permettant de dater une couche des années 1840-1845 qui a fini en pot à crayons sur un bureau⁴. Si la pratique désormais systématique du diagnostic oblige les archéologues de métier à relever l'ensemble de la stratigraphie sans négliger aucune période afin de ne pas compromettre la compréhension du site, sur le terrain, le temps limité de la fouille, les objectifs de la commande (généralement publique) et le budget nécessairement contraint forcent souvent les équipes à opérer des choix. L'attrait pour la couche la plus profonde, la plus ancienne et la moins connue continue de l'emporter le plus souvent, de manière sans doute légitime. Toutefois, ces dernières années, les commandes publiques ont favorisé l'étude plus poussée de traces récentes dès lors qu'il s'est agi de mettre au jour une histoire oubliée.

Dès lors les lectrices et lecteurs l'auront compris, il ne s'agit pas ici de faire l'histoire de la naissance et du développement de la discipline archéologique au XIX^e siècle. Ce numéro n'entend pas dresser un inventaire de cette passion ancienne pour l'exploration et la description des vestiges anciens. Il n'entend pas non plus montrer la spécificité du XIX^e siècle dans l'élaboration d'une « science » archéologique appuyée sur les relais institutionnels que sont les sociétés savantes d'antiquaires dès les années 1820, la création d'une Commission des monuments historiques en 1834, la naissance du concept d'« Antiquités nationales », premier cours d'archéologie nationale dispensée à l'École du Louvre en 1882 par Alexandre Bertrand... Pas plus, il ne veut identifier les techniques plus « scientifiques » appliquées aux fouilles à partir du XIX^e siècle, telle la stratigraphie à laquelle Jacques Boucher de Perthes a recours dans les années 1840 lorsqu'il fouille les sites d'Amiens ou d'Abbeville. Il ne sera pas non plus question d'« archéologie » au sens foucauldien du terme, c'est-à-dire de réfléchir à une nouvelle façon d'écrire l'histoire du XIX^e siècle ou en prenant le temps à rebours⁵, plus réflexive, plus épistémologique, plus sensible aux questions du langage : on ne trouvera pas ici d'apports ou de débats sur l'influence intellectuelle et méthodologique de Michel Foucault sur les historiens dix-neuviémistes. L'archéologie qui nous intéresse dans ce numéro est donc bien la discipline longtemps considérée comme « science auxiliaire » de l'histoire, mais que l'on associe plus volontiers

4. Nos remerciements à Mathieu Vivas pour ses conseils et informations.

5. Nous renvoyons ici, par exemple, à l'article de Jozef Van de Wiele, « L'histoire chez Michel Foucault. Le sens de l'archéologie », *Revue philosophique de Louvain*, 1983, n° 52, p. 601-633.

à des périodes plus anciennes – de la préhistoire à l'époque médiévale et plus récemment à l'époque moderne.

Il est délicat de se livrer à une étude des origines de l'intérêt de l'archéologie pour les périodes récentes. Sans doute est-il plus ancien qu'on ne l'imagine. Les ouvrages et les articles qui se sont intéressés à la question considèrent en général que l'archéologie moderne et contemporaine serait née, en France, il y a une quarantaine d'années par la coalescence de plusieurs facteurs. Sur le plan universitaire, la rupture majeure serait à dater de 1977 avec la création, par l'archéologue helléniste Philippe Bruneau, d'un centre d'archéologie générale rattaché à l'université de la Sorbonne (Paris IV) – un centre ouvert à l'étude des vestiges plus récents, d'abord qualifiés de « modernes »⁶ et qui est aujourd'hui dirigé par l'archéologue Pierre-Yves Balut. Ce centre a pu sans doute voir le jour car la commission permanente du Conseil supérieur de la recherche archéologique (CSRA) avait demandé explicitement l'abrogation de la date de « 800 après Jésus-Christ » comme limite du champ d'action des services publics d'archéologie.

La France était « en retard » : dès les années 1960, en Europe, les archéologues voisins, anglais et néerlandais, s'étaient intéressés aux productions céramiques de l'époque moderne afin d'identifier des circuits de commercialisation et d'importations⁷. De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis et le Canada, logiquement moins focalisés sur les périodes anciennes, avaient commencé dix ans plus tôt à fouiller leurs sites coloniaux pour pouvoir écrire une autre histoire des contacts amérindiens et euro-américains ou une autre histoire de l'esclavage⁸. Cette tendance fut importée dans un autre pays dit « neuf », le Brésil, au début des années 1960, d'abord dans le but d'étudier la culture matérielle des populations d'origine portugaise venues coloniser le pays depuis le xvi^e siècle, puis, depuis 1979, dans celui – inverse – d'éclairer la vie des gens du peuple et des esclaves. L'archéologie des esclaves et des Marrons a débuté dans ce pays vers le milieu des années 1980 et a permis d'étudier des territoires symboliques de la résistance à l'occupation coloniale⁹. Dans cette perspective, l'archéologie du xix^e siècle a été particulièrement mise à l'honneur à Rio en 2016 à l'occasion des Jeux Olympiques

6. En témoigne par exemple la création d'une nouvelle revue spécialisée en 1982 : la revue *RAMAGE*, acronyme de *Revue d'Archéologie Moderne et d'Archéologie Générale*, initiée par les archéologues Philippe Bruno et Pierre-Yves Balut. En témoigne aussi l'article de Jean Guillaume, « Les temps modernes », *Grand atlas de l'archéologie de l'Encyclopédia Universalis*, 1985, p. 384-385.

7. Citons ainsi la création en 1966 de *The Society for Post-Medieval Archaeology* dont l'objectif est de promouvoir l'archéologie depuis le Moyen-Âge tardif jusqu'aux sociétés industrielles et qui publie depuis 1967 une revue de référence : *Post Medieval Archaeology*.

8. La *Society for Historical Archaeology* a été créée en 1967 et rattachée à l'Université de Bethlehem de Pennsylvanie en 1968. Elle est une des conséquences de l'adoption du *National Historic Preservation Act* de 1966 qui encourage la protection et la documentation des sites historiques des États-Unis, de l'époque coloniale à nos jours. Ajoutons qu'aux États-Unis, les archéologues universitaires travaillent surtout dans les départements d'anthropologie.

9. Pedro Paulo A. Funari, « L'archéologie brésilienne au cours des vingt dernières années », *Perspective*, n°2, 2013, p. 269-287.

qui ont accéléré la transformation de la zone portuaire de la ville. Un vaste programme d'archéologie préventive a été mis en place afin de sauvegarder le Valongo, c'est-à-dire le principal quai où débarquèrent au moins 500 000 esclaves venus d'Afrique entre 1811 et 1843¹⁰.

En France, sur le plan politique et symbolique mais aussi sur le terrain, le « tournant » – s'il faut le qualifier ainsi –, est en général daté de 1983, lorsque commencent les fouilles du Grand Louvre qui est le premier chantier de fouille préventive¹¹ réalisé en France d'une part, et qui est aussi la première opération documentant essentiellement des vestiges de l'époque moderne (du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle) d'autre part. C'est l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), une agence créée par l'État en 1973 et dépendant du ministère de la Culture, qui est chargée de cette opération programmée. Les découvertes exhumées du sous-sol, par des équipes de près de 200 personnes dotées d'un budget considérable (52 millions de francs), au cœur de Paris, ont obtenu un retentissement fort auprès du public et ont suscité un véritable engouement pour les effets de révélation du feuilletage stratigraphique, depuis la forteresse médiévale de Philippe Auguste jusqu'à la résidence royale et ses alentours au ^{xviii}^e siècle.

Les années qui suivent sont alors marquées par le timide mais réel essor de sites résolument modernes et contemporains¹² et par la publication de chantiers de fouilles exceptionnels, telle en novembre 1991, la découverte de la sépulture d'Alain-Fournier publiée en 2006¹³ qui est aujourd'hui considérée comme l'un des autres événements fondateurs : « dès lors, la Grande Guerre devenait archéologique et le ^{xx}^e siècle "fouillable"¹⁴ ». Les publications d'abord monographiques sont suivies de la parution, à partir du début des années 2000, de premiers numéros spéciaux consacrés à l'archéologie du « passé récent », cherchant à la fois à légitimer le champ et à bousculer les traditions disciplinaires en interne¹⁵. Depuis une dizaine d'années, l'orga-

10. Tania Andrade Lima, « Los zapateros descalzos: arqueología de una humillación en Rio de Janeiro del siglo XIX », *Acercamientos sociales en la Arqueología Latinoamericana*, Encuentro Córdoba, Grupo Editor, 2008.

11. Même si l'archéologie préventive n'a pas encore de statut légal. Il faut en effet attendre la loi sur l'archéologie préventive du 17 janvier 2001 pour que l'État instaure une redevance servant à financer les diagnostics et les fouilles et prévoit la création d'un établissement public administratif : l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives), mis en place le 1^{er} février 2002.

12. Se développent les fouilles de sépultures de soldats des deux guerres mondiales, de cimetières de l'époque coloniale, de cimetières métropolitains désaffectés, de camps militaires, de dépotoirs du ^{xix}^e siècle, de réseaux de fosses et de fossés, de sites industriels en voie de démantèlement.

13. Frédéric Adam, *Alain-Fournier et ses compagnons d'arme. Une archéologie de la Grande Guerre*, Metz, Éditions Serpenoise, 2006. L'écrivain a été tué au combat le 22 septembre 1914 et a été enterré par les Allemands dans une fosse collective avec 20 autres soldats du 288^e RI.

14. Florence Journot et Gilles Bellan, *op. cit.*, « Avant-propos », p. 22.

15. Voir Pierre-Yves Balut, « Contre sens, contre histoire », in *Nécropoles et pouvoir, idéologies, pratiques et interprétations — Actes du colloque international Théories de la nécropole antique : les nécropoles et l'idéologie du pouvoir dans le monde des cités (VIII^e s. av. J.-C.-II^e s. ap. J.-C.)*, Lyon, 21 au 25 janvier 1995, Travaux de la Maison de l'Orient méditerranéen n° 27 (1998), p. 283-295. Voir aussi Pierre-Jean Trombetta, « Archéologie du plus récent que l'ancien (^{xvi}^e-^{xx}^e siècles) », *Les Nouvelles*

nisation des manifestations archéologiques scientifiques intègre désormais presque systématiquement le contemporain dans leur programmation¹⁶ et se défend de pratiquer des exclusions chronologiques. Cette intégration a également concerné les espaces ultra-périphériques français de l'Océan indien, avec les fouilles d'un refuge d'esclaves marrons daté de la première moitié du XIX^e siècle dans la « vallée secrète » du cirque de Cilaos sur l'île de la Réunion (en 2014), la création d'un éco-musée à Régina autour du patrimoine industriel des habitations esclavagistes établies au XIX^e siècle sur l'Approuague, en Guyane (en 2013) ou encore l'intérêt pour les vestiges encore à documenter de la vallée des Phoquiers de la Baie Américaine de Crozet où « l'érosion marine a dévoilé des structures et des objets du quotidien laissés au XIX^e siècle par les premiers occupants¹⁷ ».

Sont-ils entendus par les historiens ? Par quelques-uns assurément, dont Bruno Bertherat, auteur en 2015 d'un ouvrage sur les *Sources funéraires en France à l'époque contemporaine* ouvert à toutes les disciplines et en particulier à l'archéologie¹⁸. Toutefois, l'absence de dialogue ou l'incompréhension entre les deux disciplines perdure. Gilles Bellan et Florence Journot ont rappelé que si l'École des Annales a manifesté dès les années 1930 « un intérêt certain pour l'outillage, la production artisanale et industrielle, l'alimentation, les infrastructures, l'urbanisme », elle s'est souvent toutefois « essentiellement fondée sur une exploitation des textes et secondairement des images¹⁹ », les objets n'étant qu'exhibés à titre d'illustration. En 1978, scrutant les nouveaux territoires à conquérir pour une science historique en marche, l'équipe de la « Nouvelle histoire » menée par Jacques Le Goff avait défendu l'idée que l'histoire de la culture matérielle devait progresser en Occident en s'appuyant sur une discipline finalement née au XIX^e siècle : l'archéologie. Quelques années plus tôt, Maurice Agulhon avait publié dans les *Annales* un article important, intitulé « Esquisse pour une archéologie de la République. L'Allégorie civique

de l'archéologie, n° 96, 2004, p. 7-8 ; Pierre-Jean Trombetta, « Heureux errements d'une archéologie moderne et contemporaine », même numéro de la même revue, p. 39-42. Ce numéro était coordonné par Joëlle Burnouf et Florence Journot. Voir aussi Florence Journot et Gilles Bellan (dir.), *Archéologie de la France moderne et contemporaine*, Paris, La Découverte, coll. « Archéologies de France », 2011, qui a suscité de vives réactions, par exemple de la part de Jean Chapelot dans la recension de l'ouvrage qu'il fait paraître dans la revue *Archéologie médiévale*, n°42, 2012, p. 390-394 où il considère que présenter les avancées de l'archéologie moderne et contemporaine comme une nouveauté est le signe de « l'isolement et (du) provincialisme d'une part de l'archéologie française ».

16. On peut citer le congrès *Medieval Europe* organisé à Paris en 2007 qui privilégiait l'analyse du temps long des pratiques sociales observées par les archéologues ou la journée d'étude organisée en février 2013 à l'INHA par Antoine Gournay, Florence Journot et Gilles Bellan sur l'archéologie du monde moderne et contemporain et ses enjeux.

17. Virginie Motte, Édouard Jacquot et Thierry Cornec, « L'Océan Indien, des terres nouvelles pour l'archéologie », *Les nouvelles de l'archéologie*, n°150, 2018, p. 52-58.

18. Bruno Bertherat (dir.), *Les Sources du funéraire en France à l'époque contemporaine*, Avignon, Éditions universitaires d'Avignon, 2015.

19. Florence Journot et Gilles Bellan (dir.), *Archéologie de la France moderne et contemporaine*, Paris, La Découverte, coll. « Archéologies de France », 2011, Avant-propos, p. 13.

féminine »²⁰ qui en appelait à une « archéologie de terrain : celle qui étudie les monuments encore en place de nos jours²¹ » et concluait son article sur ces mots : « Faisons donc l'archéologie de la III^e République²² ». Mais à l'époque, Jean-Marie Pesez, pionnier de l'archéologie médiévale et préindustrielle, ne songeait pas à utiliser les acquis de cette discipline pour renouveler notre connaissance du XIX^e siècle. Il constituait en modèle à suivre les recherches des archéologues de la préhistoire et le travail effectué en Europe de l'Est et en U.R.S.S. par des Instituts d'histoire de la culture matérielle qui n'avaient pas leur pendant en Occident. Il soulignait surtout toute une série d'obstacles au dialogue entre historiens et archéologues, quelle que soit la période considérée : archéologie abandonnée à des érudits de province, désintérêt relatif pour l'histoire des techniques ou l'histoire de la culture matérielle (alimentation, vêtement, maison et mobilier, objets, bijoux, parures). La situation présente n'est assurément plus la même. En 1989, l'historien Denis Woronoff annexait à sa discipline les objets et les méthodes de l'archéologie industrielle française née une décennie plus tôt²³ en écrivant : « l'archéologie industrielle n'est pas une nouvelle discipline, dans le champ historique, mais une nouvelle approche historique de l'industrie²⁴ », tout en regrettant une triple dérive : « elle s'est laissée dominer par trois priorités, le rural, le proto-industriel, le spectaculaire²⁵ ». Il en espérait un renouvellement de l'historiographie.

HISTOIRE, ARCHÉOLOGIE ET CULTURE MATÉRIELLE DU XIX^e SIÈCLE

Reste que du côté des historiennes et historiens de la culture matérielle, l'usage des documents archéologiques sont rarissimes. Promue par les historiennes et historiens de l'époque moderne, l'histoire de la culture matérielle a d'abord été faite à partir d'inventaires et pensée en termes d'*avoir*²⁶. C'est que la logique de l'inventaire permettait de chiffrer, de mesurer et de façon

20. Maurice Agulhon, « Esquisse pour une archéologie de la République. L'allégorie civique féminine », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 28^e année, n° 1, 1973, p. 5-34.

21. *Ibid.*, p. 17.

22. *Ibid.*, p. 32.

23. La date de naissance officielle de l'archéologie industrielle française serait 1975 d'après Denis Woronoff, lorsque Maurice Dumas lance la première enquête sur « les bâtiments à usage industriel aux XVIII^e et XIX^e siècles en France ». Il retient aussi l'année 1978 qui est celle de la création du Cilac (Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel). Cf. Denis Woronoff, « L'archéologie industrielle en France : un nouveau chantier », *Histoire, économie et société*, n°3, 1989, p. 447.

24. Denis Woronoff, art. cité, p. 448.

25. *Ibid.*, p. 456.

26. Dominique Poulot, « Une nouvelle histoire de la culture matérielle ? », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1997 44-2, p. 344-357. Sur un plan méthodologique et programmatique, l'ouvrage dirigé par Arjun Appadurai (*The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986) ainsi que les travaux venus de l'anthropologie, en particulier ceux dirigés par Daniel Miller ont initié de nombreux chantiers plus attentifs aux circulations, appropriations et différents états des objets.

sérielle. C'est aussi que cette archive, par la pratique même des notaires – voire des commerçants, des greffiers, des policiers... – proposent déjà une conversion de l'objet en texte. Et c'est bien là une des difficultés de l'histoire que d'oser décrire au présent les objets du passé, sans doute à la fois par manque de méthode et par désir d'écarter l'anachronisme. Les rapprochements certes erratiques entre le monde des musées et le monde de l'histoire autour d'objets – vêtements, mobilier, œuvres d'art... – laisse cependant entrevoir de nouvelles pratiques où l'objet est replacé au centre.

Mais la question demeure : est-il légitime de documenter des périodes pour lesquelles il existe une pléthore d'autres sources d'informations ? L'archéologie définie comme la « science qui a pour objet l'étude des civilisations humaines passées à partir des monuments et objets qui en subsistent²⁷ », semble destinée à devenir parfaitement auxiliaire dès lors qu'il y a des écrits. Autrement dit, sur des sujets où la documentation apparaît de prime abord pléthorique, la documentation archéologique récente peut-elle être utile et intéressante ? Dans une discipline où « le rare, l'inédit, le patent sont les indicateurs les plus forts²⁸ », le matériel des époques moderne et contemporaine n'est-il pas non seulement banal et modeste, mais anecdotique ? Pourquoi s'attacher au pot de moutarde évoqué plus haut dès lors que des publicités, des brevets, des archives économiques existent ?

C'est d'abord que l'objet en tant que document force à une attention aux détails, invite à reconstruire des gestes, de ceux des artisans et ouvriers à ceux de la haute société. Si l'objet est rarement la seule source documentaire pour le XIX^e siècle, il n'en oblige pas moins à penser l'objet non pas du côté de la conception – plans et schémas, brevets... – ni de la publicité, mais du côté des usages. En ce sens, l'histoire de l'art a pu montrer la fécondité de cette attention à la matérialité et, en quelque sorte, à la manière dont les usages se déposent en couches sur les objets. De cette forme de stratigraphie, on a prêté attention aux repeints, aux recadrages, aux déposes, aux ré-entoilages... non pour trouver l'hypothétique « secret » des tableaux, mais pour restituer leur vie sociale²⁹. La logique est rarement appliquée aux objets ordinaires, souvent moins documentés. Pourtant, les quelques enquêtes existantes montrent la richesse documentaire de cette perspective. C'est le cas des gamelles recousues, des pipes sculptées dans des morceaux de calcaire, des dominos faits à la main, de tous les objets bricolés – car il s'agit bien de penser les bricolages à la manière de Michel De Certeau comme autant de manières de fabriquer, de s'approprier et de consommer les choses³⁰ – par les détenus de la prison de

27. Trésor de la langue Française informatisé (TLFi), <http://www.atilf.fr/tlfi>, ATILF - CNRS & Université de Lorraine.

28. Séverine Hurard, Yves Roumegoux et Dorothée Chaoui-Derieux, « L'archéologie à l'épreuve de la modernité », *Les nouvelles de l'archéologie*, n°137, 2014, p. 3-9.

29. Noémie Etienne, Léonie Hénaut (dir.), *L'Histoire à l'atelier. Restaurer les œuvres d'art (XVIII^e-XX^e siècles)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2012.

30. Michel De Certeau, *L'Invention du quotidien*, t. I, *Arts de faire*, Paris Gallimard 1990.

Moulins entre la Révolution et la guerre de 1914-1918 ou encore des « objets de tranchées »³¹. C'est encore le cas pour des objets plus fragiles que sont les vêtements comme l'a montré récemment Lou Taylor³². Au début des années 2010, un prospère architecte anglais ayant acheté une ferme en Normandie découvre sous un amoncellement d'objets et de détritiques, des ballots de vêtements dont une grande partie des années 1900. Ils se révèlent être les restes d'une activité de chiffonniers et de lots devenus sans valeur dans les années 1950 au moment où ils sont abandonnés. Mais ils racontent, outre l'industrie du chiffon, les usages du vêtement populaire : chaque élément est rapiécé et raccommode à l'infini, couvert parfois aux trois quarts de rapiécages réalisés avec des morceaux tirés de bleus de travail. On le devine, ces vêtements n'ont pas trouvé place dans les musées et c'est bien l'acte archéologique lui-même qui permet de reconstruire leur histoire.

Au-delà, la présence même des objets et le travail de description, si peu commun en histoire, invitent à prêter attention à toutes les réparations, à toutes les traces d'usure – pour peu qu'elles n'aient pas été soigneusement effacées par les musées. Ainsi, la robe la plus ordinaire du Musée Galliera, fabriquée en pièces détachées dans une usine, montée par une petite couturière, rapiécée, augmentée de dessous de bras... dit plus sur tout un pan de la mode que quantité de pièces exceptionnelles – le plus souvent remises à neuf³³.

On l'aura compris, l'archéologie en matière de culture matérielle apporte sans doute autant en exhumant des objets ordinaires protégés des musées qu'en invitant à une attention aux matérialités des objets par leur présence-même, ou pour le dire autrement en posant de nouvelles questions qui invitent à relire autrement les archives. L'archéologie, comme nous le montre bien Thierry Bonnot, n'est plus alors science auxiliaire mais bien détournement fécond et manière de faire document en dialogue avec les archives.

L'archéologie, radicalement opposée en cela aux musées, pense le plus souvent en série. Si pour une large part, l'archéologie fait indice d'un fragment qui peut être exceptionnel, l'archéologie du XIX^e siècle est souvent faite, quand il y a restes, de profusion. En cela, elle force à penser des objets ensemble, en systèmes. Plus encore, la pauvreté des fragments souligne la nécessaire prise en compte des dispositions et des configurations dans l'espace. Là où le musée ou la machine archivistique procèdent toujours à une décontextualisation, l'archéologie ramène à la question du site. Car l'archéo-

31. Alban Horry, « "À chacun une gamelle". Poteries du quotidien de la prison de Moulins (Allier) à la fin du XIX^e siècle », in Mathieu Vivas (dir.), *(Re)lecture archéologique de la justice en Europe médiévale et moderne*, Bordeaux, Collection Scripta Mediaevalia, 2019 ; sur 1914-1918, voir le site de l'INRAP et Bertrand Tillier, *Déjouer la guerre ? Une histoire de l'art des tranchées (1914-1918)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, coll. « Cultures visuelles », 2019.

32. Lou Taylor, « The Several Lives of a Collection of Rag Dump Clothing from Normandy (1900–55): From Farm, to Dump, to Poverty Chic », *Fashion studies*, vol. 1, Issue 1, Article 6, 2018.

33. Nous nous permettons de renvoyer à l'émission « Une robe à soi », émission réalisée par Anaïs Kien et Manuel Charpy, La Fabrique de l'histoire, France culture, 24 avril 2012.

logie est bien aussi, et dans un sens à la différence radicale de l'histoire dont les archives sont rarement attachées au lieu de leur production, une affaire de *site*. Pour un foyer préhistorique comme pour une fabrique de céramiques du XIX^e siècle, ce sont les dispositions et les reconfigurations dans l'espace qui font sens et non les miettes de charbon ou les tessons isolés.

SITES

Ce n'est sans doute pas un hasard si celles et ceux qui pratiquent une forme d'archéologie du XIX^e siècle qui ne dit pas son nom, sont souvent venus dans un premier temps du monde de l'architecture. L'attention aux sites comme la pratique du relevé de l'existant font partie de la culture et de la formation professionnelle. En ce sens, l'ouvrage de François Loyer sur l'histoire de l'immeuble parisien au XIX^e siècle mêle histoire, approche typologique et observations sur le terrain qui s'apparente à de l'archéologie³⁴. Même logique lorsque Philippe Bonnin, lui aussi architecte-historien, s'arrête dans le détail sur la configuration d'une loge de concierge d'un immeuble parisien du XI^e arrondissement : les traces des dispositifs techniques et architecturaux observés dans les configurations du site donnent à comprendre la pratique quotidienne de gestes rarement explicités car trop familiers ou dévalorisés – manière d'observer les habitants et la rue, manière d'ouvrir et fermer la porte, manière de sonner le concierge...³⁵. Reste que dans l'espace urbain, quantité d'éléments du XIX^e siècle sont à saisir, aussi bien quant à l'histoire des infrastructures urbaines – que l'on songe aux immenses ramifications du réseau d'air comprimé, aux restes des chemins de fer, aux anciens systèmes d'égouts... – comme des traces des activités industrielles et commerciales – songeons au Carreau du Temple, fouillé pour la partie ancienne (des nécropoles, l'une du XIII^e siècle et l'autre du XVI^e - XVIII^e siècle), alors que dans le même temps la couche du XIX^e siècle et toute l'histoire à la fois des anciennes halles et des nouvelles, disparaissaient.

Dans ce numéro, une place particulière est accordée aux cimetières contemporains, nés de la « transition funéraire³⁶ » entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle. Tandis que l'archéologue et anthropologue Anne Richier fouille les archives du sol d'un cimetière oublié de Marseille pour tenter d'en reconstituer l'histoire, l'historien Bruno Bertherat part des archives judiciaires, médiatiques et funéraires pour se porter au pied de la tombe

34. François Loyer, *Paris XIX^e siècle. L'immeuble et la rue*, Paris, Hazan, 1987.

35. Roselyne de Villanova et Philippe Bonnin (dir.), *Loges, concierges et gardiens. Enquête en Europe : Paris, Londres, Barcelone, Milan, Oslo, Grâne, Créaphis*, 2006 ; on verra la tentative similaire de David Lepoutre, « L'immeuble, mode d'emploi. Devenir de l'habitat haussmannien », *Ethnologie française*, 2012/3, vol. 42, p. 419-428.

36. Régis Bertrand, *Mort et mémoire. Provence, XVIII^e-XX^e siècles. Une approche d'historien*, Marseille, La Thune, 2011, p. 21-56.

d'une petite fille inhumée dans le cimetière de Bagnaux. Leur double mouvement illustre bien les rapprochements en cours entre archéologues et historiens dans le domaine funéraire.

Mais le cimetière n'est pas le seul site où un dialogue est fécond. Le *material turn* amène de plus en plus à considérer la façon dont les objets font sens pris dans leur site. Quantité de travaux ont vu le jour pratiquant une archéologie des prisons, des hôpitaux, des casernes... Marc Renneville reprend ici, à propos du château-prison de Gaillon, un chantier ouvert notamment par des architectes-historiens dans les années 1970 à la suite de la décision de détruire la prison de la Petite Roquette³⁷.

Transposée dans le monde périurbain et rural, cette logique s'avère tout aussi féconde. Dans le sillon de l'invention du patrimoine industriel, une archéologie industrielle a prêté attention aux restes, même si bien souvent l'opération de patrimonialisation a pu consister à réhabiliter et restaurer davantage qu'à documenter les choses, décharnant souvent par là-même le monde du travail de ses acteurs et de ses gestes³⁸.

Quant au travail rural, les associations locales comme les musées réhabilitent volontiers fours à pain, moulins ou machines agricoles mais restaurés, ils parlent davantage de notre nostalgie que d'histoire du travail³⁹. En cela, l'attention aux bâtiments d'habitat comme agricoles et industriels ne quitte que lentement les rives de l'histoire locale et du régionalisme. Si du côté des historiennes et historiens de l'industrie ou de l'environnement, l'attention aux morphologies des terrains est de mise, objets et plus encore traces et fragments font rarement l'objet de relevés et de ce fait n'entrent pas dans un régime documentaire d'administration de la preuve. Pourtant, les études menées en archéologie rurale permettent par exemple de souligner les réseaux de chapelets d'entreprises ou encore de documenter les usages des différentes forces motrices, de la permanence de l'énergie éolienne aux installations électriques ou encore, comme le fait l'article de Daniel Sayers publié ici, la manière dont sont fabriqués les paysages⁴⁰.

37. Voir l'entretien de Michel Vernes en 1974 : « Fallait-il démolir la prison de la Petite Roquette, rare exemple d'architecture panoptique carcérale ? », publié par Philippe Poisson le 18 septembre 2017 : <https://criminocorpus.hypotheses.org/33632>.

38. « L'ouvrier ne fait pas patrimoine. De la difficulté de faire se rejoindre en France mémoire du travail et archéologie industrielle », *L'Archéologie industrielle en France. Revue du Cilac*, n° 36, juin 2000, p. 48-59.

39. Voir par exemple le Musée des Berthais « Musée Agricole, Industriel et Artisanal (Crest, Gervanne, Sye) », Mirabel-et-Blacons dans la Drôme.

40. Voir Alain Belmont, « Archéologie des moulins à vent. L'exemple de Donzère (Drôme, France), xvi^e-xix^e siècle » et Nicolas Minvielle, « Les moulins à vent en France, un état de la question », in Luc Jaccottet et Gilles Rollier (dir.), *Archéologie des moulins hydrauliques, à traction animale et à vent, des origines à l'époque médiévale et moderne en Europe et dans le monde méditerranéen*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Série Environnement, sociétés et archéologie », n° 20, 2016, p. 657-674 et p. 675-685.

NOUVEAUX TERRAINS

La collection d'exemples évoqués comme ceux observés dans les articles de ce numéro soulignent que l'archéologie reste volontiers la science des mondes sans écrits archivés, y compris pour le ^{xix}^e siècle. Prisonniers, simples soldats, manœuvres paysans... mais aussi de longue date, esclaves ou populations colonisées. En ce sens, les nombreux travaux sur l'archéologie de l'esclavage et du marronnage abordé ici par Daniel Sayers ont souligné, après avoir quitté la seule fouille des plantations, la nécessité d'offrir des lieux de mémoire mais aussi la force documentaire de l'enquête archéologique face aux documents produits par le monde esclavagiste⁴¹. Jean-Baptiste Coulibaly montre par exemple la manière dont les populations Tusian (Burkina-Faso) tentent d'échapper aux razzias qui les font esclaves. Les travaux sont aujourd'hui nombreux qui, croisant archéologie et histoire orale, remontent au ^{xix}^e siècle, comme le fait par exemple Laurence Douny à partir des traces de l'esclavage conservées et transmises par les populations du Burkina-Faso⁴². Reste que les chantiers possibles de fouilles sont partout pour écrire l'histoire coloniale : des tombes des chefs au Congo, remplies de collections d'objets occidentaux, aux traces d'infrastructures et de bâtiments jusqu'aux nombreux charniers.

Tous ces cas le soulignent : l'archéologie appelle des archives et fait naître des récits oraux venus pour une large part du ^{xix}^e siècle. En ce sens, ces manières d'écrire l'histoire auraient tout leur sens y compris pour des mondes où la documentation est pléthorique mais avant tout exogène, qu'il s'agisse d'une partie du monde ouvrier ou du monde paysan, des reclus forcés, prisonniers comme « aliénés », autrement dit des dominés.

Au final, ce numéro par la série d'articles proposés et l'entretien avec l'historienne Colette Castrucci travaillant avec des archéologues, ne sont que quelques pistes parmi d'autres. Il s'agit d'inviter celles et ceux qui s'intéressent au ^{xix}^e siècle à se mettre à l'écoute de ce que les lieux et les objets peuvent nous révéler d'un passé proche et que ne dévoilent pas les archives de papier. Non pas dans une quête romantique et fantasmée de ce que pourraient bien nous dire d'anecdotique les murs, s'ils savaient nous parler, mais dans l'objectif de réduire les angles morts, d'inviter à de nouvelles questions et d'inspirer de nouvelles formes d'enquête plus soucieuses d'ancrage matériel et spatial.

Manuel Charpy est chargé de recherche au CNRS, laboratoire InVisu et Stéphanie Sauget est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Tours et membre du CeTHiS.

41. Pour une synthèse, voir André Delpuech et Jean-Paul Jacob, *Archéologie de l'esclavage colonial*, Paris, La Découverte, 2014.

42. Laurence Douny, conférence « De l'objet usuel à l'objet politique : la patrimonialisation de la mémoire de l'esclavage dans l'ouest du Burkina Faso », in colloque *Objets politiques quotidiens du Moyen Âge à nos jours. Everyday Political Objects from the Middle Ages to the Present Day*, novembre 2018, Université de Lille, à paraître.